

Maroc/ Espagne : Amour, gloire et...médiocrité

06/11/2007

Du côté marocain, et par la voix du Chef de l'Etat, la réaction ne s'est pas faite attendre. «Coupure de courant» avec le rappel illico presto, vendredi, de l'Ambassadeur du Royaume en Espagne, Omar Azziman. Discours et positions officiels largement diffusés au travers de différents supports médias (TV, presse écrite, web). Sit-in et autres regroupements devant les représentations diplomatiques espagnoles ont marqué la journée de lundi avec la présence de responsables politiques et d'acteurs associatifs.

De l'autre côté de la méditerranée, c'est le calme plat. En effet, en dehors de quelques légères déclarations de José Luis Zapatero, Premier ministre espagnol, qui déclare «que les relations entre les deux pays sont très bonnes», à contrario, ce dernier se montre plus bavard quant à la gestion du dossier des ressortissants espagnols au Tchad (affaire de l'Arche de Zoé).

Une fois de plus, serait-on tenté de dire, le non règlement définitif de dossiers en suspend depuis des décennies, se traduit par la production de malaises, d'incompréhensions voir d'instrumentalisations, avec le risque couru d'alimenter un communautarisme et un nationalisme aveugle qui conduit inévitablement à la haine des uns envers les autres. Est-ce le souhait de ceux qui sont aux affaires ? Ne sont-ils pas les premiers «responsables» des nœuds de l'histoire ? Prendre en otage les citoyens, d'ici et d'ailleurs, ne constitue pas un acte irresponsable ?

Lorsque des décisions «arrangent» les Etats, celles-ci ne sont pas soumises à l'approbation des citoyens. Pis, certains décideurs politiques exercent leur pouvoir en ignorant totalement l'opinion publique. Comme si l'opinion publique ne se résumait et ne se réduisait qu'à leur propre personne. Nombrilisme, quand tu nous tiens !

Dans ce cas précis, il semblerait que l'intérêt politique ait pris le pas sur l'intérêt...historique et protocolaire. L'approche d'échéances électorales avec la tenue d'élections législatives en février 2008, en Espagne, serait à l'origine de la venue du Roi Juan Carlos au nord du Royaume. Un scénario largement dénoncé par les responsables politiques marocains avec comme courroie de distribution les médias (dommage qu'il ne soit pas toujours aussi dynamique !) et les partis politiques qui trouvent là une raison d'être et de vivre. Pourquoi le Maroc n'interpelle-t-il pas l'Organisation des Nations Unies ?

Depuis de début de «l'offensive», Abbas El Fassi, Premier ministre, ne cesse de s'agiter. Présent sur tous les fronts, il rappelle à qui veut bien l'entendre que «le temps de la colonisation est définitivement révolue». Et le temps de l'économie de rente, de l'économie de réseau «régional» voire «familial», sont-elles combattues ? Et le temps des inégalités et des injustices sociales, du déséquilibre socioéconomique tant au niveau des territoires que des Hommes, de la misère grimpante, d'un système éducatif totalement déficient au 21ème siècle (l'Istiqlal ne continue-t-il pas à militer par une arabisation au détriment de l'apprentissage des langues étrangères), de politiques publiques entièrement dédiées aux minorités...invisibles.

Allo !?

Comment ne pas rester rêveur devant l'énergie déployée par un Nicolas Sarkozy qui, au lendemain de sa visite d'Etat au Maroc, était sur le terrain et une rencontre (musclée) avec les cheminots. Il pilote les réformes sociales (retraites, sécurité sociale, éducation, logement), se rend au chevet de ses ressortissants au Tchad,...Aujourd'hui, c'est au tour de la communauté des pêcheurs d'entendre les propositions de «Sarko».

Rachid Hallaouy



Copyright Yabiladi.com

<http://www.yabiladi.com/article.php?cat=politique&id=1276>